Nugent, Paul & Asiwaju, A. I., eds. -- *African Boundaries. Barriers, Conduits and Opportunities*. London-New York, Pinter-Centre of African Studies, University of Edinburgh, 1996, 276 p., bibl., index.

Alain Gascon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/180>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.180

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000

ISBN : 978-2-7132-1356-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alain Gascon, « Nugent, Paul & Asiwaju, A. I., eds. -- *African Boundaries. Barriers, Conduits and Opportunities*. London-New York, Pinter-Centre of African Studies, University of Edinburgh, 1996, 276 p., bibl., index. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 158 | 2000, mis en ligne le 02 mai 2003, consulté le 05 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/180> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.180>

Ce document a été généré automatiquement le 5 février 2021.

© Cahiers d'Études africaines

Nugent, Paul & Asiwaju, A. I., eds. --
*African Boundaries. Barriers, Conduits
and Opportunities*. London-New York,
Pinter-Centre of African Studies,
University of Edinburgh, 1996, 276
p., bibl., index.

Alain Gascon

Ce livre collectif réunit les contributions à la conférence « African Boundaries and Borderlands », tenue en mai 1993, au Centre of African Studies de l'Université d'Édimbourg, en association avec l'African Studies Association of the United Kingdom. P. Nugent, organisateur de la rencontre, enseigne l'histoire de l'Afrique à Édimbourg et travaille sur la frontière du Togo et du Ghana. A. I. Asiwaju, professeur d'histoire à Lagos, appartient à la Commission des frontières, rattachée à la présidence du Nigeria. Outre une majorité d'historiens (histoire économique, sociale et médicale) parmi les autres contributeurs, on trouve des politologues, des vétérinaires, un anthropologue, un socio-économiste et un géographe.

Dans les bibliographies, comme on s'y attend, les ouvrages anglo-saxons dominant, mais les auteurs francophones ne sont pas complètement ignorés ; hélas, ce sont des travaux anciens et limités à des relations locales. Or, dès l'introduction, P. Nugent et A. I. Asiwaju développent l'idée que les frontières africaines ne présentent pas de caractères particuliers, thème d'ailleurs repris par le dernier co- « éditeur », dans la conclusion où il établit une perspective comparatiste avec les frontières européennes. Une citation de B. Strassoldo ouvre le livre : « Spatial boundaries have ambiguous features : they divide and unite » (p. 1) et en Afrique, les frontières ne se sont pas « unique in term of their modes of construction or their mode of construction or their contemporary dynamic » (p. 14). On pourrait leur appliquer la conclusion par laquelle J. Ancel termine sa *Géographie des frontières*¹. Ce dernier, qui réfutait les thèses

révisionnistes de la revue allemande *Geopolitik*, écrivait : « Il n'est pas de problèmes de frontières. Il n'est que des problèmes de Nations. » Sur de tels sujets on s'attendrait à lire au moins les noms de G. Sautter² et de M. Foucher³; or, il n'en n'est rien et c'est dommage pour un ouvrage, par ailleurs intéressant.

Le livre s'ordonne en cinq parties, d'un intérêt inégal. Les deux premières « Arc and Lines : Myths and Realities » et « Pastoralists and Boundaries » ont déjà été explorées par les chercheurs mais selon des points de vue nouveaux. La troisième partie : « In Search of the *Cordon sanitaire*⁴ » et la quatrième partie « Community, Territory and the State » offrent des contributions qui achèvent de bousculer les idées reçues sur les frontières africaines. La cinquième partie, rédigée par A. I. Asiawaju : « Comparative Reflections », souffre d'une bibliographie limitée au cas de la frontière franco-espagnole qui court à travers la Cerdagne catalonophone, c'est un peu court. Outre les travaux de M. Foucher ou de J. Ancel, l'auteur ignore superbement l'apport des Européens dans la réflexion géopolitique sur leurs propres frontières. Pourquoi passe-t-il aussi rapidement sur la frontière des États-Unis et du Mexique qui coupe pourtant à travers des territoires hispanophones, d'ailleurs de plus en plus hispanophones, du côté états-unien ! L'Amérique latine est aussi un champ fécond de réflexions comparatistes. Les auteurs ont, pour la plupart, le sens de la formule heureuse, notamment dans les titres de leur chapitre. S. Katzenellenbogen intitule le sien : « It Didn't Happen at Berlin » (p. 21), la fameuse Conférence de Berlin, convoquée en 1884-1885 à l'initiative de Bismarck et au cours de laquelle les puissances européennes se seraient partagées l'Afrique comme un gâteau. Il rappelle que les États avaient des objectifs à la fois divergents et complémentaires. Les liens entre la *British South Africa Company* et la *Deutsche Südwestafrika Gesellschaft* ont facilité l'accord entre la Grande-Bretagne et le Reich. Les Allemands investirent dans les mines du Rand, qu'elles soient indépendantes ou réunies à l'Empire britannique. De même, la négociation des limites du Kenya et de la Deutsche Ostafrika fut annexée à l'échange de Zanzibar contre Heligoland. Ainsi, le roi Léopold II et le Portugal, puissances sans puissance⁵, surent jouer des oppositions, ponctuelles, entre les « puissances puissantes ». Titre évocateur que celui de l'article de P. Nugent (p. 35) : « Arbitrary Lines and the People's Mind » qui insiste sur la mauvaise réputation des frontières africaines. Il épingle B. Davidson qui fait du découpage colonial le *Black Man's Burden*, l'origine de tous les maux du continent et réfute l'idée que la contrebande exprimerait la volonté des populations, divisées par une frontière, de ressouder leur territoire. En effet, les colonisateurs ont d'abord occupé les côtes et réorienté les routes commerciales, puis établi les frontières. P. Nugent rappelle -- et plus tard C. Clapham -- que les Africains avaient, avant la colonisation, leurs traditions de marquage des limites soit par des postes, par des zones-tampon ou par des auréoles de contrôle territorial décroissant (Ashanti, Kano, Sokoto, Ségoué). L'auteur cite ainsi J. Hargreaves : « Since European claims were often based upon treaties with African rulers, there were many cases where the new frontiers coincided with traditional ones » (p. 42). Il illustre son propos par une étude très fine de la frontière entre le Togo et le Ghana, maintes fois redessinée depuis le partage de l'ex-colonie allemande, et par des allusions aux limites de la Gambie et du Sénégal, du Bénin et du Nigeria où il insiste sur le fait que les puissances ont cherché à s'appuyer sur les potentats locaux afin de limiter les coûts de la colonisation.

L'article de I. Griffith « Permeable Boundaries » (p. 68) commence par un exercice simple et révélateur. D'après les cartes Michelin, il y a en Afrique 80 000 km de frontières environ, et un poste frontière tous les 250 km, en moyenne. Seulement vingt

frontières sont traversées par des voies ferrées⁶ et seule l'Afrique australe est dotée d'un réseau articulé. Selon l'auteur cent trois frontières internationales recoupent cent trente et une aires culturelles, mais il note immédiatement que les peuples frontaliers passent d'un État à l'autre au gré de leurs intérêts (éviter un impôt, une taxe...). Il dépeint une scène vécue : l'étranger soumis à un examen minutieux de ses visas, de ses valises, de son véhicule alors que les locaux passent, indifférents, soit par le poste ou en dehors du poste. Il rappelle qu'à part la Somalie, l'irrédentisme a provoqué des éruptions violentes, mais plutôt brèves. Les États africains, à part l'Afrique du Sud de l'apartheid, n'ont pas les moyens de contrôler leurs frontières et exaucent ainsi les vœux des populations limitrophes.

Les deux articles consacrés au pastoralisme sont d'un intérêt inégal. K. Homewood signe un travail original sur les Maasai (pp. 87-110) dont le territoire a été rétréci et partagé, à maintes reprises, par les colonisateurs puis par les autorités postcoloniales, tant du côté kenyan que côté tanzanien. Les éleveurs ont subi la villagisation (*ujamaa*) en Tanzanie et une politique de création de ranches privés au Kenya, sous l'impulsion de l'USAID. En dépit de toutes ces vicissitudes, l'auteur montre, à l'aide d'études économiques convaincantes, que les Maasai ont utilisé la frontière au mieux de leurs intérêts et préservé leur système d'élevage qui porte une certaine égalité sociale : « The ethos of sharing milk also acts as a levelling influence between households » (p. 103). La vague de privatisation des terres engagée par les autorités kenyanes est donc ressentie par les jeunes Maasai comme une agression, génératrice de conflits violents. R. Blench, dans son étude du Kenya, rappelle, comme de nombreux auteurs, combien les éleveurs sont ressentis comme des fauteurs de troubles par les États. En dépit d'une histoire liée au Nord, aux Peuls, le Nigeria a ignoré ses éleveurs au point qu'ils passent dans les États francophones voisins pour bénéficier de leurs services vétérinaires. Pourtant ces circuits traditionnels assurent, avec l'appoint décisif des élevages limitrophes, le ravitaillement en viande des grandes villes nigérianes dans un contexte difficile, seulement évoqué dans l'article⁷.

Les trois articles de la troisième partie sont tous d'un grand intérêt, notamment celui de M. Lyons : « Foreign Bodies : The History of Labour Migrations as a Threat to Public Health in Uganda » (pp. 131-144). Reposant sur une analyse très fouillée des archives de la colonie britannique, l'auteur met en relief certaines des racines des massacres qui secouent l'Afrique centrale. Les Belges ont exporté jusqu'à 100 000 Banyarwandais en une année (entre 40 000 et 50 000 par an, entre les deux guerres, puis 70 000 à 100 000 dans les années 1940-1950) dans les plantations de l'Ouganda. Population mal en point, sous-alimentée, maltraitée, proie de toutes les maladies dans les basses terres... cherchant à gagner de l'argent pour payer l'impôt qui permettait d'échapper au travail forcé. C'est dans les rangs de ces immigrés que se recrutèrent les fondateurs du Front patriotique rwandais, alimenté par la succession des violences politiques depuis l'indépendance. L'auteur rapproche, de façon convaincante, les réactions de l'opinion vis-à-vis des étrangers quand ils étaient désignés comme vecteurs des épidémies et quand apparurent les premiers cas de Sida : une véritable hantise de l'étranger porteur du virus s'installa, au point qu'on a parlé de les isoler loin des villes... L'article de G. R. Scott (pp. 145-160) sur l'histoire des campagnes de lutte contre la peste bovine rappelle que cette épizootie, à l'origine de famines (Éthiopie, Maasai...), fut une des conséquences de la colonisation. Ce furent les animaux de bât, achetés en Russie et en Inde, par les expéditions britanniques au Soudan et italiennes en Éthiopie, qui répandirent la maladie laquelle atteignit Le Cap en 1897, en dépit de tous les cordons

sanitaires. Devant le danger, les colonisateurs tentèrent une coopération qui ne résista pas à la montée de la tension avec les Boers. Depuis lors, chacune des crises que connaît l'Afrique se traduit par une recrudescence de l'épizootie : la lutte contre von Lettow-Vorbeck, en Afrique de l'Est, la crise des années 1930 puis les troubles divers. Néanmoins, les puissances coloniales, des organismes internationaux comme l'*International Livestock Centre for Africa* (ILCA) et l'OUA ont coordonné des campagnes de vaccination où les frontières ont été utilisées comme cordon sanitaire. La contribution de B. M. Gerard (pp. 161-179) reprend la même analyse pour rendre compte de l'introduction des espèces nouvelles qui se propagent aux dépens des espèces indigènes et répandent des maladies nouvelles. Le contrôle de l'introduction des plantes paraît plus difficile à organiser que celle des animaux, et les cartes sont les bienvenues ; elles manquent dans le précédent article.

La quatrième partie nécessiterait un compte rendu à elle seule, car elle aborde la question des frontières du point de vue des réfugiés au Zimbabwe, aux limites de la Sierra Leone et du Liberia et au Ghana, et du point de vue de la construction du territoire national dans la Corne de l'Afrique où, d'ailleurs, les réfugiés sont nombreux. L'article de H. Schmidt au titre paradoxal : « Love and Healing in Forced Communities : Borderlands in Zimbabwe's War of Liberation » étudie les habitants, d'origine « ethnique » variée, des villages protégés (*protected villages* ou *keeps*) de la frontière avec le Mozambique : « Its inhabitants have continuously created and reconstructed communities » (p. 183). Ils avaient, dès la période coloniale, fait l'expérience de l'éviction pour les besoins des plantations de thé. Entre 1976 et 1980, au cours de la *Chimurenga*, la guerre qui opposa la *Zimbabwe African National Liberation Army* (ZANLA), renforcée par le Frelimo, aux forces rhodésiennes, entraîna le regroupement de 750 000 Africains (plus du dixième de la population totale) dans près de 250 *keeps*. Mille habitants, avec la *Guard Force*, s'y entassaient sur 50 hectares et chaque famille disposait d'un jardin de 15 m² ! Pourtant, quand intervint le cessez-le-feu, en 1980, les habitants des trois *keeps* de la vallée de Honde demeurèrent dans cet espace carcéral où régnait la violence, notamment à l'égard des femmes. Elles y ouvrirent des boutiques et habitèrent désormais avec leurs geôliers. Selon H. Schmidt : « The legacy of these shared memories forces people "to forget" and be reconciled » (p. 193). Sur un fond d'appartenance religieuse variée, les rituels d'expulsion des esprits qui possèdent les meurtriers permettent de sceller cette réconciliation. Peut-on suivre l'auteur quand elle parle de : « keep ethnicity » (p. 197) ? Dans « The Sierra Leone-Liberia Boundary Wilderness : Rain Forests, Diamonds and War » (pp. 205-221), P. Richards tente un tour de force, éclairer une situation géopolitique complexe dans deux États en proie à des guerres civiles. Une carte, hélas peu précise, ne permet pas de suivre l'auteur partout, dans ses pérégrinations frontalières. Néanmoins, on comprend que la « sauvagerie des frontières » est une création et une destruction continue, au gré des avancées et des reculs des maquisards, des trafiquants et des fuyards.

La contribution d'A. Essuman-Johnson sur les réfugiés au Ghana rappelle tout d'abord les ambiguïtés du statut de réfugiés au sens du HCR (convention de 1951) et de l'OUA. Il faut franchir une frontière, et donc les Soudanais du Sud qui migrent à Khartoum sont exclus de toute intervention au titre du secours aux réfugiés. Son estimation de 5 millions de réfugiés (p. 223) me paraît dater quelque peu ; en effet, depuis la rédaction, le génocide rwandais, la reprise des guerres en Angola et dans la Corne a encore grossi les effectifs. Au Ghana, les Libériens ont obtenu le statut de réfugiés, *de facto*, comme les Togolais ou les Sud-Africains ; est-ce l'héritage de N'Krumah ? Les

déplacés chassés par les sécheresses du Sahel (Touareg, Peul) venus du Burkina-Faso, du Mali et du Niger n'ont pas reçu le même accueil : « The Sahel refugees were simply ignored by officialdom » (p. 229). L'auteur recherche les causes de cet oubli dans l'histoire des rapports entre les éleveurs musulmans et les populations sédentaires et aussi dans l'afflux d'une aide qui suscita l'envie des Ghanéens touchés par l'inflation et les programmes d'ajustement. Paradoxalement, ces réfugiés musulmans dépendirent du *Christian Council of Ghana* !

La contribution de C. Clapham : « Boundary and Territory in the Horn of Africa » (pp. 237-250) introduit la particularité de cette région : « The inadequacy of a concept of boundaries that confines itself to the colonial demarcation is particularly evident » (p. 237). Limites physiques des hautes terres et limites du peuplement coïncident, cette cohésion est renforcée par la superposition des systèmes de production : céréaliculture à l'aire des plateaux et les systèmes d'élevages des basses terres. L'auteur assimile la construction de l'État territorial éthiopien -- qui ne fut pas le fait des seuls Amhara -- à la construction d'États européens (France du XVII^e siècle, Allemagne au XIX^e siècle⁸). La Somalie, qui n'a jamais réussi à rassembler tous les Somali à l'intérieur de ses frontières, lui apparaît comme le contretype du cas éthiopien. Pour lui, comme pour beaucoup de somalisants, la tradition de mobilité des Somali est contraire à toute idée de limite. Pourtant, des travaux récents montrent que les Somali ont formé des États⁹ et qu'ils savent « profiter » de la frontière¹⁰. L'analyse de la sécession érythréenne qui recrée une frontière coloniale, à l'instar de la sécession de l'ex-Somaliland, mais avec la reconnaissance internationale, emporte la conviction. Le modèle territorial éthiopien unitaire reprend du service dans la construction de l'Érythrée, alors qu'il apparaît démantelé par la Constitution fédérale éthiopienne qui accorde aux nationalités (au sens stalinien du terme) le droit à la sécession. Comme C. Clapham, je m'étais interrogé sur cette divergence radicale dans la reconstruction de l'État, entre les deux mouvements qui, pourtant alliés, avaient chassé Mängestu¹¹. Le conflit qui a éclaté en mai 1998, à propos d'une frontière, apporte une réponse : le modèle éthiopien prévaut toujours.

Cet ouvrage remarquable regroupe un échantillon significatif de disciplines, servies par des auteurs qui, pour la plupart, ont réussi la gageure de concilier clarté, concision et contenu scientifique. Il y a des formules heureuses, des concepts précisés et une volonté de comparatisme sauf peut-être dans l'article qui s'en réclame. J'ai déjà formulé mes réserves quant au monolinguisme bibliographique et quant aux cartes trop nombreuses et trop peu précises.

NOTES

1. Jacques Ancel, *Géographie des frontières*, Paris, Gallimard, 1938 (« Géographie humaine »).
2. Gilles Sautter, « Quelques réflexions sur les frontières africaines », *Pluriel*, 1982.
3. Michel Foucher, *Fronts et frontières*, Paris, Fayard, 1988 ; Michel Foucher (dir.), *Fragments d'Europe*, Paris, Fayard, 1993.

4. En français dans le texte.
5. Proposition personnelle pour traduire « powerlessness » (p. 29).
6. Le chemin de fer de Djibouti à Addis Abäba a atteint Dirré Dawa en 1902 et le terminus en 1917, non pas en 1900, comme il est écrit page 71.
7. L'auteur ignore les pages sur « les éleveurs en bout de piste » : cf. Jean Gallais, *Les tropiques. Terres de risques et de violences*, Paris, Armand Colin (« Collection U, série Géographie »), 1994.
8. N'écrivait-on pas, au XIX^e siècle, que la province du Choa, d'où venait Menilek, était la Prusse de l'Éthiopie !
9. L. V. Cassanelli, *The Shaping of Somali Society : Reconstructing the History of a Pastoral People, 1600-1900*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1982 ; Marcel Djama, « Trajectoire du pouvoir en pays somali », *Cahier d'Études africaines*, XXXVII-2, 146, 1997 : 403-428.
10. Marcel Djama, *L'espace, le lieu. Les cadres du changement social en pays nordsomali. La plaine du Hawd (1884-1990)*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, thèse de doctorat, 1995.
11. Cf. ma contribution : « Partager une Terre Sainte. Érythrée unitaire, Éthiopie fédérale », in J. Bonnemaïson, L. Cambrézy, L. Quinty-Bourgeois (dir.), *La nation et le territoire. Le territoire, lien ou frontière ?*, t. 2, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 185-209.